



COMMUNICATION  
CONSEIL CULTURE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°18

Paris, le 29 octobre 2021

**Pôle PresTataireS**

## **TELEPERFORMANCE**

### **Meilleur employeur du monde ? Vraiment ?**

Le 20 octobre, Teleperformance a été reconnu comme l'un des 25 meilleurs employeurs dans le monde selon une étude menée par Fortune et Great Place To Work.

Dire notre étonnement relève de l'euphémisme car une entreprise qui viole impunément les droits des travailleurs peut donc être reconnue parmi les « meilleurs employeurs du monde ».

En effet, en 2020, en pleine pandémie de Covid 19, une plainte était déposée à l'OCDE par Uni Global Union, fédération internationale des travailleurs des télécommunications, des technologies de l'information et des services, appuyée par la F3C CFDT afin que l'organisation enquête sur les violations mondiales du droit des travailleurs à bénéficier d'un lieu de travail sûr. Un minimum pour un géant mondial dont le siège est à Paris !

Pour ne rien enlever à l'absurdité de cette situation ubuesque, Teleperformance ose utiliser ce prix comme s'il s'agissait d'un véritable audit social pour obtenir la conformité ESG (Environmental, Social and Gouvernance) alors que, pour obtenir cette « certification », un tiers de la note repose sur seulement 60 % des réponses, les 40% restants passant aux oubliettes.

La question des droits des travailleurs n'est surtout pas prise en compte, seul compte le ressenti.

En revanche, la rémunération du PDG de Teleperformance – 2<sup>e</sup> dirigeant le mieux payé du CAC40 – s'en trouve justifiée par les résultats de ce « prix » quand 38% du conseil d'administration s'était opposé à sa rémunération hors norme.

Être meilleur employeur du monde – selon Fortune et GPTW – permet donc d'augmenter impunément son dirigeant même si une grande partie de son conseil d'administration s'y oppose.

**Il y a fort à parier que l'avis des deux militants syndicaux polonais, injustement licenciés après avoir pris part à une négociation, diffère quelque peu...**

**Il est inadmissible et choquant qu'une entreprise française de cette envergure continue de bafouer les droits de ses salariés. Et s'acheter une conscience sociale avec ce prix loufoque n'efface pas les manquements de l'entreprise !**

